

TROP PAUVRES POUR FAIRE GRÈVE qu'ils disaient

Les femmes de ménage de la clinique de L'Union (31), en réalité les «ASH» de la clinique réclament :

- La reconnaissance de la qualification;
- Des repas dans les mêmes conditions que les travailleur-euses de la clinique;
- Le paiement des heures supplémentaires et de nuit;
- La prime COVID uniforme pour tous-tes.

Quand la totalité des équipes a cessé le travail début décembre, ce fut la panique.

Puis la négociation a commencé, mais aucune réponse positive n'a été apportée. Après deux jours entiers de grève, devant cette mobilisation qui concerne d'autres sites, la direction a organisé la venue de briseur-es de grève apporté-es de Paris en avion! Face à la situation, le mouvement a été suspendu et reprendra au moment le plus opportun. D'autant qu'une caisse de grève a permis d'indemniser les grévistes et permettra d'assurer la suite.

Henri SUD-SOLIDAIRES
Transports Nettoyage MiPy

SANS-PAPIERS pas à pas la lutte de DPD avance !

Du côté de la lutte des sans-papiers du centre de tri postal DPD du Coudray-Montceaux, de réelles avancées sont à noter! Le 21 décembre, après une manifestation dynamique dans la ville d'Évry, une délégation de grévistes et représentants syndicaux a été reçue par le cabinet du préfet du 91. Plus qu'une simple visite de courtoisie, les services préfectoraux ont donné l'impression de vouloir entamer une étude des dossiers des camarades sans-papiers. Le 4 janvier, l'inspection du travail du 91 a organisé une médiation entre grévistes et DRH de DPD et Derichebourg (le sous-traitant de DPD). Si DPD reste sur sa position de ne pas reconnaître les grévistes, les DRH

de Derichebourg ont enfin reconnu que certains d'entre eux travaillaient bien pour eux et ont annoncé qu'ils délivreront des CERFAs et concordances d'identité. Bien que positives, ces annonces restent à être concrétisées et la lutte va continuer et s'intensifier jusqu'à la régularisation de tous les camarades...

HEURES SUP' obligation de payer !

Un an après avoir été épinglée pour prêt illicite de main d'œuvre, la direction de Renault écope d'une nouvelle condamnation cette fois-ci pour délit de travail dissimulé au Technocentre de Guyancourt et au Centre Technique d'Aubevoye. Dans son jugement du 6 décembre 2021, le Tribunal a estimé que « c'est en toute connaissance de cause que la société Renault ne rémunère pas les heures supplémentaires... », ce que les élu-es SUD n'ont cessé de dénoncer. Le tribunal

mois et souvent nous avons fait des études supérieures avant! » Pascal (infirmier): « On a une fuite de collègues et on a des services aujourd'hui où on tient avec seulement des intérimaires! ».

Mais cela n'a pas suffi pour nous faire entendre!
Ras le bol des promesses et des déclarations d'intentions!
Ras le bol d'être encore dans le social et le médico-social les chèvres de Mr Ségur!
Nous continuons le combat pour exiger l'augmentation des salaires pour toutes et tous, pour la défense de nos conventions collectives, pour l'amélioration de nos conditions d'accueil et de travail!

ÉBOUEURS 1 mois de grève à Toulouse

On trime notre race derrière les camions à 6 h du mat, on se fait insulter, on se pète le dos, la réduction des fréquences

BRÈVES DE COMBAT

interdit de fait à la société de procéder à l'écrêtage des compteurs individuels, sous peine d'une astreinte de 5 000 euros par infraction et par jour de retard. Renault est aussi condamné à verser à SUD Industrie la somme de 100 000 € de dommages et intérêts!

GRÈVE HISTORIQUE du travail social: ce n'était qu'un début!

Le 7 décembre 2021, plus de 50 000 salarié-e-s du social, du médico-social et de l'animation se sont mobilisé-es partout en France. Plus de 70 rassemblements: une grève historique dans le secteur. Kathleen (assistante sociale): « On est à Bac+3 à Bac+5 et on est à 1 200 à 1 300 € net par

de tournées il y a 1 an a augmenté les accidents de travail... on est passé de 30 kg de charge à 50 kg en moyenne! Et on nous crache dessus en nous proposant 2 jours de pénibilité pour compenser le « fini parti ». C'était vraiment la goutte de trop! Alors le 16 décembre nous avons voté avec l'intersyndicale la grève dure. On était plus 80 % de grévistes, quasiment tous les dépôts étaient bloqués. Il ne restait que les contractuels. Il a fallu presque un mois de grève contre un maire qui ne voulait pas négocier ni entendre nos revendications. Mais nous avons fini par arracher 11 jours de pénibilités et une augmentation de prime de 300 € pour seulement les agents de 3 sites à 450 € pour l'ensemble des 6 sites. Et à travers ce journal je tenais à remercier les quartiers populaires de Toulouse de leur soutien qui nous a fait chaud au cœur durant cette période. Sofiene, ripeur à Toulouse »

ON PART À FOND et on accélère !

La grève du 13 janvier a été un réel succès et une véritable bouffée d'oxygène. Les personnels sont excédés par le manque de moyens, le manque de protection et le mépris incommensurable de Blanquer et son gouvernement aussi bien envers eux qu'envers les élèves et leurs parents. En moins d'une semaine, les personnels dont les militant-es de SUD éducation se sont organisé-es et se sont massivement mis en grève. Le protocole sanitaire dans un journal payant un dimanche, veille de rentrée, a été l'étincelle qui a enflammé toutes les salles des personnels et cela a clairement mis les collègues en colère dans la rue. Elle a également montré qu'un rapport de force était possible avec ce gouvernement qui a dû revoir sa copie. Cette journée de grève a montré qu'en nous mobilisant collectivement toutes et tous ensemble nous pouvions instaurer un rapport de force en notre faveur et gagner sur nos revendications. Poursuivons pour faire plier ce gouvernement.

PRUD'HOMMES Amazon Rhône

Les collègues de Nanterre ont dit: « Travail gratuit: non merci! » Une majorité des factrices et facteurs de Nanterre a effectué un droit de retrait pendant 10 jours en octobre dernier, en réponse à l'imposition de la sécable tous les jours (travail non payé) et à des pressions intolérables (18 blâmes infligés aux collègues). La Poste a déployé vigiles, huissiers et a interdit l'accès du centre aux collègues puis aux représentant-es syndicaux... L'inspection du Travail a pourtant donné raison aux factrices et facteurs et a même adressé une mise en demeure à La Poste, mettant en jeu sa responsabilité pénale. Plutôt que de tenir compte de cette mise en demeure... La Poste a lancé une dizaines de procédures de licenciements contre les collègues de Nanterre! ET elle a retiré jusqu'à 600 euros sur les paies de décembre! La Poste a été assignée au tribunal. Pour soutenir financièrement les collègues: cotizup.com/ soutienpostiersnanterre